



PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ

COALITION CONGOLAISE

Brazzaville –Pointe Noire, le 27 mars 2020

Transparence dans la gestion de l'épidémie de coronavirus : De l'urgence de réviser les accords avec les partenaires financiers, FMI y compris.

Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP)-Congo suit avec gravité, préoccupation et une attention particulière l'évolution à une vitesse vertigineuse de la pandémie du coronavirus (COVID 19) dans le monde et de son impact sur l'économie mondiale. Au Congo, le développement de cette pandémie, conforte d'une part, le positionnement de PCQVP Congo dans sa vision stratégique du suivi des investissements publics dans le domaine de la santé ; et renforce d'autre part, sa demande constante en ce qui concerne l'urgence de prioriser la prise en charge des secteurs sociaux dans les politiques publiques. Ce **contexte doit constituer le point de départ d'une prise de conscience nationale sur l'offre de santé publique dans notre pays.**

En effet, PCQVP réalise le suivi des investissements publics dans le domaine de la santé depuis 2014. La Coalition suit annuellement les projets de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures de santé. Elle a, à son actif, cinq rapports de suivi des budgets de la santé. Ceux-ci ont toujours révélé dans leurs conclusions, **les défaillances graves du système de santé congolais, notamment en termes de carences en matériels, en personnels soignants mais également du point de vue des politiques de santé inadéquates.** (cf. <https://www.cjusticepaix-pnr.org/publiez-ce-que-vous-payez>)

La présente crise sanitaire a entraîné au niveau mondial, une chute vertigineuse des prix des matières premières, notamment les prix du pétrole. Pour rappel, le budget du Congo depuis de nombreuses décennies à ce jour, demeure extrêmement dépendant du pétrole ; de sorte que la République du Congo ne pourra faire face à ses obligations envers ses créanciers et en même temps lutter contre la pandémie. De plus, cette situation s'impose au Congo au moment où le FMI a suspendu le versement de son appui budgétaire attendu.

Face aux risques encourus par l'économie congolaise en cette période, le gouvernement devrait renégocier un appui budgétaire avec le FMI tenant compte de la nouvelle situation des finances publiques congolaises. Les Institutions Financières Internationales devraient à l'instar des Banques Centrales du Nord engager des mesures préventives pour anticiper la déroute des économies africaines largement endettées et dépendantes du pétrole dans cette période de contre choc pétrolier.

A cet égard, Publiez Ce Que Vous Payez Congo appelle **les créanciers de la République du Congo, en particulier la République Populaire de Chine et les traders à suspendre dans l'immédiat les échéanciers de paiement des créances pour prévenir un effondrement de l'économie congolaise.**

Bureau sis au Centre-Polio Matendé, Pointe-Noire, République du Congo

Email. : pwypcongo@yahoo.fr

Tél. : (00242) 05 557 90 81 / 05 019 85 01

De même, Publiez ce Que Vous Payez Congo appelle **le gouvernement à une plus grande responsabilité dans la gestion des affaires publiques. La campagne recommande la mise en œuvre urgente des mesures/réformes contenues dans l'accord Congo-FMI.** Ainsi, la mise en place effective de la Haute Autorité de lutte contre la corruption, la divulgation du patrimoine des élus et autres personnes politiquement exposées, ainsi que le lancement des différents audits devraient se faire dans l'immédiat, ceci pour démontrer sa bonne foi.

Par ailleurs, le Congo a enregistré, depuis quelques jours ses premiers cas de Covid 19. Avec son système de santé fragile, le pays pourrait être confronté à des difficultés insurmontables, si l'épidémie venait à se répandre à une grande échelle sur le territoire national.

Le gouvernement a annoncé l'affectation d'un fond dédié à la gestion du covid 19 d'un montant de 1,5 milliard de F CFA. Ce montant est dérisoire, voire insignifiant à comparer aux ressources mobilisées par d'autres pays africains pour la même cause.

En conséquence, le gouvernement se doit dans les meilleurs délais de **divulguer les détails du plan de riposte à la crise ; le dit plan devant intégrer des mesures pour stabiliser l'économie nationale et garantir un appui en faveur des populations les plus vulnérables.**

Ces mesures devraient être divulguées de manière transparente sur les différents sites internet gouvernementaux. Les citoyens sont en droit de suivre les différentes affectations des ressources consacrées à la crise sanitaire. En pratique, l'urgence ne devrait pas créer le chaos budgétaire. De son côté, le parlement devrait adopter une loi des finances rectificative avec l'appui du FMI, pour intégrer la prise en charge de tous les aléas relatifs à la crise sanitaire.

Enfin, PCQVP Congo recommande :

Au gouvernement de la République de :

- Divulguer, avec l'aide de l'OMS, **un protocole sanitaire afin d'intensifier la sensibilisation des populations sur les moyens de prévention et de protection contre le virus.**
- **Décréter la gratuité des soins liés au Covid 19 et rendre le traitement disponible dans les centres de santé.**
- **Commander suffisamment de tests pour un diagnostic précoce des sujets porteurs du virus et généraliser le dépistage ; cette opération est possible pour une population congolaise faible.**
- **Prévoir suffisamment de masques, de gants et surtout l'équipement nécessaire pour réduire la propagation du virus et protéger le personnel de santé.**

Aux populations congolaises de :

- **Respecter scrupuleusement les mesures barrières recommandées aussi bien par l'Organisation Mondiale de la Santé que par les autorités congolaises, la sécurité nationale est aujourd'hui menacée et dépend en partie du suivi de ces mesures.**

Au Président de la République :

En tant que garant de l'unité nationale, de **décriquer le climat politique tendu depuis le scrutin référendaire et présidentiel en procédant à la libération des prisonniers politiques.** Dans ces moments difficiles, la solidarité et l'unité de la Nation sont vitales et cruciales pour sortir de la présente crise sanitaire.